

LE CYCLE RÉVOLUTIONNAIRE 1917-1922 ET LA FORMULATION DES SOLUTIONS PROGRAMMATIQUES DE LA QUESTION SYNDICALE

DE LA CADUCITÉ DES ORIENTATIONS SYNDICALES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET DE L'ADHÉSION CRITIQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE À DE TELLES ORIENTATIONS

I

1/ Avec la Gauche Communiste d'Italie, mais aussi au-delà pour conclure à l'insuffisance de celle-ci dans la lutte d'abord contre l'irrésolution de la Question Syndicale et ensuite contre les fausses orientations syndicales de l'Internationale Communiste, nous affirmons que des déviations aussi graves par rapport au but initial, telle que celle du Front-Unique toutes interprétations confondues, sont dérivées, parallèlement aux revers et aux défaites de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste, d'une position au départ inadéquate du problème des tâches politiques du parti. Ceci est particulièrement vrai dans la question qui nous occupe ici, celle du rapport entre parti communiste et classe ouvrière pour la mobilisation révolutionnaire à partir des revendications élémentaires et vers le but final. L'effort d'élaboration, par l'Internationale Communiste toutes tendances confondues, d'une tactique syndicale conforme aux principes, à la restauration des solutions programmatiques du Communisme, à la prévision, et à la situation de crise catastrophique du système capitaliste, s'est heurté au poids du passé, à l'invariance du révisionnisme et a échoué. Cet échec dans le domaine des relations dialectiques classe ouvrière / Parti de Classe, participa de la faillite de l'Internationale Communiste, touchant à un des centres vitaux qui impulsait le mouvement d'unification mondiale du prolétariat et de la lutte de classe. Revenons donc au drame des années vingt, approfondissons, et contribuons ainsi, à l'achèvement de la critique pour satisfaire aux objectifs d'une systématisation des leçons de la contre-révolution nécessaire au réarmement marxiste.

2/ Les tactiques syndicales, multiformes, instables et évolutives préconisées et mises en oeuvre par l'Internationale Communiste, dans leurs grandes diversités contradictoires et leurs soumissions aux dites particularités nationales et aux changements proclamés de situations, leurs subordinations générales aux erreurs de prévision et d'interprétation du cours historique du capital, devaient non seulement demeurer inopérantes et s'émanciper des fausses représentations que l'on s'en faisait : inadaptées à la situation et au but, elles échappèrent aux intentions révolutionnaires qui avaient présidé à leur élaboration comme moyens de mobilisation, d'organisation et de préparation de la classe à l'affrontement final, et furent investies par le révisionnisme. Demeurées prisonnières d'une rupture non intégrale d'avec les schémas sociaux-démocrates de promotion et de substitution de la démocratie (contenu et forme) au Communisme, elles furent transformées - en raison directe de leurs ambiguïtés originelles et de leurs inadaptations à la maturité des conditions de la révolution pure, de leurs inadéquations à la situation de crise catastrophique et d'effondrement de la démocratie sociale, puis en raison de leurs adaptations finales aux conditions imposées par le rétablissement du capital et de la démocratie sociale - en facteurs de la recomposition des conditions du développement capitaliste, en facteurs de la résolution

des contradictions économiques et sociales explosives, en facteurs de la restauration de la démocratie sociale, en facteurs de la décomposition de la lutte de classe, en facteurs du dépassement de la crise historique du système capitaliste. Ceci sous la pression des déterminations historiques et matérielles de l'ouverture de la nouvelle phase organique du développement capitaliste, dans les circonstances donc du dépassement du point historique singulier de la crise catastrophique du système capitaliste sur fond de destruction de la lutte de classe.

3/ Mais pour asseoir un tel bilan il est nécessaire de dérouler l'enchaînement des solutions tactiques syndicales successives et combinées de l'Internationale Communiste, afin de mettre en lumière le rapport qui, en la matière, lie son procès d'involution aux insuffisances originelles de l'oeuvre de restauration de la théorie marxiste de la crise catastrophique du système capitaliste, aux erreurs pendantes d'appréciation de la situation historique, et enfin à la défaillance sur le plan de la mise en oeuvre de la fonction même de prévision révolutionnaire.

4/ Un fait théorique d'importance doit être d'abord souligné, car il constitue la prémisse des insuffisances et erreurs ultérieures. Au premier Congrès la systématisation théorique complète de l'Internationale Communiste en la matière faisait défaut... au moment le plus critique auquel était parvenu le mouvement syndical mondial. L'Internationale Communiste s'est montrée irrésolue quant à l'élaboration d'une formulation indiscutable et stable du rapport de la lutte économique revendicative à la lutte de classe et de ses prolongements organisés. L'Internationale Communiste, temporisatrice, concéda sur ce plan leur autonomie aux sections nationales théorisant ainsi, dans l'attente, la diversité des situations nationales et locales. Une telle irrésolution, une telle temporisation et une telle concession, étaient déjà en elles-mêmes révélatrices d'un retard d'élaboration des formulations de principe. L'on craignait évidemment l'expression des divergences dans des conditions d'impréparation révolutionnaire. Une collaboration précipitée donna cependant naissance à des contradictions, comme le fit aussitôt remarquer la Gauche Communiste d'Italie. Le Congrès crut pouvoir surmonter ces contradictions en s'appuyant sur une résolution : "L'Internationale Communiste appelle les révolutionnaires de tous les pays à redoubler d'énergie afin d'engager les syndicats sur une voie véritablement révolutionnaire et de les transformer, dans leur forme d'organisation, leur but, leur tactique et leur esprit en un mouvement à la hauteur des objectifs révolutionnaires du Communisme". L'orientation tenait du voeu pieux. Caractérisée par la plus grande imprécision, très indéterminée quant à son contenu et quant à son objet, muette quant aux moyens et quant aux formes de sa mise en oeuvre, elle était déjà ouverte à des développements divers et opposés. Dans un tel contexte, la transformation en question pouvait tout aussi bien être ramenée à une consolidation des syndicats dans leurs limites réformistes, que signifier une restauration du caractère de classe des syndicats, qu'être interprétée comme une volonté de conversion des syndicats réformistes en syndicats révolutionnaires, mais sans qu'il soit véritablement dit ce qu'il fallait entendre par syndicat révolutionnaire. De surcroît, cette orientation nébuleuse témoignait du fait que l'on caressait aussi le souhait de la "transformation" de certains syndicats déclarés "révolutionnaires" "en partis communistes". Cette transformation, ou, en deçà, l'effort de transformation même, de tous les syndicats confondus, sans différenciation, sans discrimination, était-elle, non seulement possible, mais encore nécessaire ? De quelle nature était cet engagement, et jusqu'à quel point devait-il et pouvait-il être réalisé ? Autant de questions irrésolues, alors qu'en tout état de cause, surtout préoccupé par le fait de mettre un terme à leur domination par les forces de la conservation et du réformisme, l'on ne tenait pas d'emblée suffisamment compte du fait que les conditions de la crise catastrophique du capital lient le devenir du syndicat à

la destruction de sa base rationnelle et déclarée, la valeur de la force de travail, et que, par conséquent, n'était envisagée d'autre perspective que celle de la réversibilité générale du phénomène contre-révolutionnaire de l'intégration des syndicats à l'État bourgeois et de leur sujétion à la bourgeoisie. Ce qui renvoie à une erreur d'interprétation et de prévision historique.

5/ Bien qu'effectivement non rigoureusement reliées à une vision catastrophiste sans faille, les limites de la fonction syndicale étaient néanmoins perçues, sans quoi l'Internationale Communiste n'aurait pu défendre, comme elle le fit, la nécessité même de l'unification et de la centralisation du prolétariat en Parti Communiste Mondial en quoi réside précisément l'essentiel de la restauration programmatique accomplie à ce sommet. Mais alors que de telles limites étaient dépassées par l'activité révolutionnaire spontanée de la classe, qui posait directement la question de son unification sous la direction d'un organe unique, le Parti de Classe, l'effectivité d'un tel dépassement ne fut pas déclarée et ses conséquences systématisées, quand il s'est agi de donner, avec l'élaboration de la tactique syndicale, une formulation indiscutable du rapport de la lutte économique revendicative - échouant nécessairement dans les conditions de la crise catastrophique du système capitaliste - à la lutte de classe pour les intérêts généraux et historiques du prolétariat, et de ses formes.

6/ Pour résoudre la question syndicale, il fallait considérer l'intégration des syndicats à l'État et leur transformation en organe de la démocratie sociale dans les conditions de la domination réelle du capital sur le travail, se hisser à l'intelligence théorique achevée de ce phénomène, remonter à ses origines matérielles et historiques sans le limiter à l'histoire récente de leur odieuse et spectaculaire participation à l'encadrement du prolétariat dans la guerre mondiale, proclamer que ce mouvement était historiquement irréversible dans l'aire occidentale, individualiser les limites de la fonction syndicale, désigner les conditions de son impuissance révolutionnaire, observer l'effondrement des syndicats dans les conditions de la crise catastrophique du système capitaliste, lier le devenir du syndicat à la destruction de sa base rationnelle et déclarée, apprécier le renouveau de la lutte revendicative et l'afflux des masses aux syndicats et anticiper sur le mouvement de la désertion des syndicats traditionnels avec l'échec inévitable de la lutte revendicative, intégrer à la prévision les données modifiées de la conquête des masses, particulièrement dans l'occident démocratique, et reconsidérer les modalités traditionnelles de celle-ci, donner une réponse satisfaisante à la faillite nécessaire dans cette aire géo-historique de tout mouvement syndical et de tout programme revendicatif - fussent-ils déclarés révolutionnaires - et à ses conséquences, intégrer le mouvement des forces vives sélectionnées à partir de ce nouvel associationnisme ouvrier qui débordait la question syndicale, et organiser la fusion des éléments révolutionnaires au sein du Parti Communiste Mondial, pour les préparer dans l'action révolutionnaire, c'est-à-dire à la lutte pour la Dictature du Prolétariat comme condition de la destruction du salariat.

7/ Pour être claire, cette ligne n'était ni évidente ni facile à tracer dans ces circonstances historiques où l'intelligence marxiste des limites des aires géo-historiques et de leurs rapports matérialistes avait du mal à s'imposer et où s'enchevêtraient les représentations non différenciées de ces situations distinctes de révolutions doubles et de révolutions pures qui exigeaient que soient également différenciées les formulations historiques d'un même principe. Cette différenciation supposait que l'on ne demeure pas prisonnier d'un "modèle" Russe où, compte tenu des tâches de révolution impure, le syndicat de classe trouvait nécessairement - derrière les Soviets - sa place dans le réseau des organes de la dictature prolétarienne, et où la classe ouvrière devait trouver le

moyen d'une défense de son État Soviétique en même temps que le moyen d'un certain contrôle, d'une certaine défense contre l'État, la démocratie prolétarienne, démocratie transitoire et de fonctionnement, destinée à être abandonnée dans le cadre de l'extension de la révolution à l'Europe, aux États-Unis et à l'Angleterre.

8/ L'abolition de la fonction syndicale était effectivement à l'ordre du jour dans l'aire géo-historique occidentale déterminante pour la mondialisation de la révolution. Elle était inscrite tant dans les conditions de la crise catastrophique du système capitaliste à laquelle se heurtait la lutte revendicative, que dans la perspective de la révolution purement prolétarienne dont les tâches sont liées au degré de développement du mode de production spécifiquement capitaliste. "La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue", "... tout conflit économique important peut soulever la question de la révolution". Si cette abolition était perçue, elle n'était pas positivement considérée. Par ailleurs, au lieu d'être directement associée aux conséquences de la crise catastrophique, elle était au contraire mise en relation avec la dite "décomposition" du capitalisme, cette forme prétendue de la crise induisant la conscience inversée d'une effectivité prochainement renouvelée de la fonction syndicale restaurée classiste et révolutionnaire. Aussi la perception première ne fut ni prépondérante ni déterminante dans l'élaboration des orientations tactiques au Congrès suivant.

9/ Le deuxième Congrès n'apporta pas, lui non plus, de solution satisfaisante à la faillite nécessaire du mouvement syndical. Dès lors, et en visant la transformation révolutionnaire de tous les syndicats, il enferma la lutte dans les limites du mouvement syndical lui-même, alors qu'une telle solution était déjà à rechercher et à trouver en dehors et contre dans des aires géo-historiques entières et déterminantes pour la mondialisation de la Dictature du Prolétariat et de la révolution. Cela signifiait réviser le schéma traditionnel, parti/syndicat, au-delà de ce qui fut fait en donnant aux Soviets la deuxième position dans la hiérarchie dialectique des organes ouvriers.

10/ Cette reconsidération générale demandait au mouvement plus de maturité qu'il n'en possédait dans les présentes conditions déterminées par le retard de l'activité révolutionnaire sur le développement de la crise catastrophique et sur la mise en branle des facteurs de sa résolution capitaliste. Elle signifiait notamment sortir de la fausse dialectique, unité syndicale ou scission syndicale. L'unité syndicale n'était pas la solution communiste par essence comme cela fut déclaré pour répondre à la fragmentation et à la dite "crise" - mais en réalité "faillite" - du mouvement syndical. Ce mot d'ordre n'était pas l'apanage des révolutionnaires, alors que la scission en soi ne pouvait être présentée de façon simpliste comme la discriminante du réformisme et comme le signe de la trahison. L'unité syndicale n'est-elle pas redevenue, avec la restauration progressive des conditions de la démocratie sociale, qui fut encouragée par les erreurs d'orientation de l'Internationale Communiste s'alliant à son ennemi (Front-Unique), le fer de lance de la contre-révolution ? La scission syndicale dite "de classe", c'est-à-dire la sortie du syndicat pour constituer une organisation à vocation syndicale et à prétention révolutionnaire, ne pouvait être pour autant présentée comme la solution, car la constitution de syndicats même formés uniquement et idéalement d'éléments révolutionnaires reste à mi-chemin, et véhicule, alors qu'elle en procède, une idéologie qui déconsidère le Parti de Classe et le Programme Communiste. La solution était plus originale et plus forte, parce qu'elle se situait - au-delà et en dehors d'un tel dilemme - dans l'affirmation d'un anti-syndicalisme marxiste de principe et dans sa mise en oeuvre selon des normes de tactiques et d'organisation claires et impératives

pour des aires géo-historiques entières (aires de révolution pure) et des conditions historiques précises (crise catastrophique) qui mettent à l'ordre du jour la Dictature du Proletariat et la totalitaire succession des mesures organiquement solidaires de la destruction systématique de la valeur et de la loi qui la régit. L'Internationale Communiste allait donc passer non loin, dans certaines formulations marginales bien vites réabsorbées, mais à coté, dans la ligne générale intermédiste qui s'est imposée, de la juste position de la question syndicale, sans apporter de solutions tactiques purement communistes inférées des principes à la faillite nécessaire du mouvement syndical à laquelle on ne pouvait et on ne devait tenter de remédier par un "mouvement syndical révolutionnaire", tant il s'agit là d'un mythe réactionnaire et d'un non-sens. Mais les mythes et les non-sens, ont la vie dure ! Ainsi, si l'Internationale Communiste paraissait accéder à une critique des divers "syndicalismes réformistes" et divers "syndicalismes révolutionnaires", la condamnation des uns comme des autres demeura dans les discours en raison des fausses solutions toutes pétries d'intermédisme entre lesquelles elle oscilla.

11/ Facteur premier de confusion, la pénétration et l'entrisme communistes au sein des syndicats réactionnaires, ainsi que la perspective de conquête de la direction des syndicats jaunes, pour asseoir la direction du parti et conquérir les masses prolétariennes au Communisme, constituèrent la matérialisation d'orientations tactiques illusives, qui firent faillite partout avec des conséquences désastreuses, sur les liens de la classe au parti, c'est-à-dire sur le processus de différenciation et d'unification de la classe sur son Programme de classe, à partir, sur le fondement, mais nécessairement au-delà des luttes pour les objectifs partiels et contingents. De tels organes, piliers de l'État bourgeois, bastions de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, citadelles de la démocratie, ne devaient pas être pénétrés, mais désertés, ne devaient pas être renfloués mais sabordés, ne devaient pas être redressés mais détruits. L'on maintenait a contrario l'illusion - entretenant celle des masses les plus arriérées - qu'ils pouvaient être pris d'assaut et conquis, pour y mener, avec quelques succès, une lutte revendicative de position dans la perspective révolutionnaire. Dans le même mouvement l'on décevait les éléments les plus radicaux qui avaient déjà accédé à l'intuition de l'intégration des syndicats à l'État bourgeois et à celle de son caractère irréversible, et qui de ce fait nourrissaient à leur égard la plus grande et légitime haine, étaient enclins à la plus grande violence à leur endroit, sans verser pour autant dans une stérile négation de principe de la lutte syndicale.

12/ La temporisation en regard des scissions syndicales non seulement inévitables mais nécessaires, voire l'interdiction pure et simple des mouvements scissionnistes, et la liquidation des tendances à la scission syndicale, ou, encore plus dramatique, l'encouragement à réintégrer les vieilles organisations traîtres non seulement à la révolution mais à la plus élémentaire des luttes revendicatives, en particulier lorsque les scissions avaient été réalisées et que les révolutionnaires se voyaient exclus des organisations jaunes, furent des obstacles majeurs à la constitution du prolétariat en classe. Ces orientations tactiques qui soulignèrent que la rupture avec la Social-Démocratie n'avait pas été accomplie sur tous les terrains, empêchèrent le prolétariat de se dégager de l'influence réformiste et démocratique de l'Internationale Jaune d'Amsterdam et par voie de conséquence des partis politiques dont elle se faisait - en dépit des discours menteurs sur l'autonomie - le docile instrument. De telles pratiques eurent en outre pour conséquence de faciliter le développement - que l'Internationale Communiste réprouvait par principe à juste titre alors qu'elle les approuvait et les encourageait, dans une certaine mesure, par tactique - des fausses solutions anti-marxistes et infantiles parce qu'anti-parti et anti-dictature du prolétariat, de l'unionisme, du conseilisme, et du syndicalisme révolutionnaire, pour

lesquelles la révolution devait se résoudre dans la découverte et la création ex-novo d'autres organes politico-économiques dont le caractère révolutionnaire émanait - vieille chimère utopiste mystificatrice - de la forme même.

13/ L'Internationale Communiste redoutait tellement les scissions inéluctables, qu'elle déclarait, avec un attachement inconsidéré au but et à la substance du syndicat, que les scissions qui s'imposaient comme des nécessités "absolues" ne devaient pas être justifiées par des considérations dictées par un but révolutionnaire (??) mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. C'était travailler à rebours du sens révolutionnaire, car c'était restaurer et revaloriser une fonction syndicale désormais caduque, travailler à la rétablir dans ses limites réformistes, et se mouvoir sur le terrain de l'adversaire social-démocrate, ce qui était en contradiction criante avec la défense de la fonction révolutionnaire du Parti de Classe indissociable de la perspective de transformation révolutionnaire de la lutte économique en lutte politique, que la situation de crise catastrophique du capital rendait on ne peut plus actuelle, et que les signes déjà perceptibles de son dépassement rendaient on ne peut plus pressante.

14/ L'irrésolution révolutionnaire de la question syndicale par l'Internationale Communiste se reflétait, également, dans la question de l'État prolétarien et la prévision de ses formes. Les syndicats ne pouvaient devenir des "organes conscients de la Révolution", en "surmontant les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie", et être consolidés en tant que tels, comme le souhaitait l'Internationale Communiste, que dans le cadre historique et concret limité de la révolution double, où devait être transitoirement réalisé l'amalgame de la démocratie prolétarienne sous la Dictature du Prolétariat, la démocratie prolétarienne ayant dans ces limites historiques précises une fonction révolutionnaire indéniable. Il était donc inutile et même illusoire, autre manifestation de l'erreur d'interprétation et d'orientation historique déjà critiquée dans la forme des généralisations abusives de la tactique préconisée par la Gauche Communiste de Russie, d'escompter un tel devenir dans l'occident démocratique, car une telle accession impliquait leurs disparitions en tant que tels et la dissolution de leurs forces vives dans le sein du Parti Communiste, puis de son État. Il n'est pas possible de ne pas voir dans cette surestimation de l'importance du syndicat dans sa complémentarité dialectique à l'action du parti, alors même que cette complémentarité était en train de disparaître historiquement dans des aires géo-historiques entières et déterminantes en regard du procès historique de mondialisation de la révolution, une concession au syndicalisme révolutionnaire, qui ne peut être sans entraîner une dévalorisation de la fonction centrale du Parti de Classe. Cette tendance se manifestera encore sous cette forme de la déviation syndicaliste Trotskiste condamnée justement et avec toute la virulence requise par Lénine pour la Gauche Communiste de Russie. Son expression dans les Thèses de l'Internationale Communiste est de peu antérieure à la crise du parti que cette manifestation provoqua. Cette tendance comme cette déviation étaient contradictoires à la défense de la précellence du parti dans tous les moments de la réalisation du Programme Communiste en quoi consiste la plus grande victoire doctrinale d'alors, à tel point contradictoires que, bien qu'il s'agissait d'envisager une perspective encore lointaine, d'autant plus lointaine qu'elle était soumise à la victoire révolutionnaire mondiale, l'Internationale Communiste prévoyait le devenir de ces formes complémentaires et soumises au Parti de Classe, et envisageait assez clairement la formation d'un type unique d'organe révolutionnaire qui aurait réalisé la fusion de trois types d'organisations caractéristiques, Parti, Soviet, Syndicat.

15/ Également préconisée au deuxième Congrès pour répondre à l'exigence d'une délimitation révolutionnaire d'avec les forces de l'opportunisme, mais impuissante à y satisfaire, l'admission dans l'Internationale Communiste - en tant que section - des syndicats dits "rouges" n'était pas théoriquement admissible, conforme aux principes qui régissent la constitution du prolétariat en classe, comme le souligna parfaitement la Gauche Communiste d'Italie, qui s'exprima sur ce sujet avec la détermination qui la caractérise. L'Internationale Communiste se devait d'être, par principe, un organe politique ne comprenant que des partis politiques, réalisant l'unification mondiale du prolétariat sur la base du Programme Communiste ayant fait justice de l'opposition social-démocrate programme minimum / programme maximum. La perspective révolutionnaire à généraliser était celle de la dissolution des forces vives des syndicats dits "rouges" dans les rangs du Parti Communiste, et non celle de leur admission en tant que "section syndicale de l'Internationale Communiste". L'on pouvait déduire une telle adhésion contre nature des Thèses sur le syndicalisme de l'Internationale Communiste, qui semblait par là vouloir statuer à partir de l'absence de section communiste de l'Internationale Communiste dans certains pays et concéder au syndicalisme révolutionnaire cette fonction d'avant-garde qui ne pouvait encore échoir aux trop rares éléments révolutionnaires toujours prisonniers des organisations centristes. Satisfaire à cette première orientation, c'était déjà consolider les syndicats en question dans leur particularisme, ce particularisme s'exerçant dangereusement dans l'Internationale Communiste ainsi abaissée. Ce rapprochement revenait à approfondir la distance qui séparait leurs forces vives potentiellement révolutionnaires de l'adhésion réelle et stable au Programme Communiste. Ceci au moment même où, enfin influencés, si ce n'est dirigés par les partis communistes, ou sur le point d'accéder à l'intelligence marxiste de sa nécessité historique lorsque la section nationale de celui-ci faisait dramatiquement défaut, ils travaillaient à s'émanciper de leurs limites - et donc à se nier en tant que tels - sous la pression des déterminations historiques favorables à l'abolition de la fonction syndicale parce que favorable à l'abolition du salariat. Ces organisations ainsi intégrées ne pouvaient constituer alors que de rouges pâles substituts du Parti Communiste, dans le meilleur des cas des doublures du Parti Communiste, ce qui représentait en tous les cas un facteur de confusion, confusion que la perspective, différente, d'une union distincte de l'union Internationale des partis, allait non dissoudre mais aggraver. En effet, pratiquement dans le même temps, les "Conditions d'admission" envisageaient, aussi et différemment, une "union internationale des syndicats rouges" différenciée de l'Internationale Communiste, ce qui n'est pas la moindre de leurs faiblesses...

16/ Au troisième Congrès, même si l'Internationale politique semblait rechercher encore par là la juste formulation de tactique et d'organisation de la solution de principe, la subordination de la défense des intérêts immédiats et contingents au but final, l'unification des syndicats dits "révolutionnaires" en une Internationale Syndicale Rouge subordonnée à l'Internationale Communiste, était déjà l'expression formelle de la défaite et du recul, par rapport aux exigences, même mal et contradictoirement formulées des tous premiers temps de l'Internationale Communiste : un recul, malgré les déclarations d'intentions, par rapport à la nécessité impérieuse d'une unification et d'une centralisation des énergies révolutionnaires dans le Parti de Classe sur la base du Programme Communiste et de la perspective de la prise du pouvoir. Cette "solution" apparaît comme la formalisation organisationnelle des concessions théoriques au syndicalisme révolutionnaire dont la vitalité était le produit historique et dialectique d'abord de la faillite de la Social-Démocratie et de son appareil syndical fauteur de guerre, ensuite du retard dans la formation des partis communistes voire de leur absence, enfin de leurs faiblesses et de leurs malformations, faiblesses et malformations qui s'exprimaient notamment dans cette incapacité à se dégager clairement et

rapidement, théoriquement et physiquement, pour les abattre, des organisations syndicales irrémédiablement corrompues et irrémédiablement réactionnaires. Cela revenait déjà à théoriser si ce n'est une division du travail de direction révolutionnaire du prolétariat, une division, une fragmentation de la classe, à s'en accommoder pratiquement, et à composer avec elle sur le plan de l'organisation aux dépens de l'unification véritable en parti. Cette accommodation théorique et pratique se voulait un rétablissement contre le réformisme d'une fonction syndicale dans des limites restaurées classistes, contenu, méthode et forme révolutionnaires. Mais, il y avait loin de la coupe aux lèvres. En fait, l'Internationale Syndicale Rouge fut nécessairement dotée d'un programme propre, un programme minimum ou de transition. Cette restauration de la distinction programme maximum / programme minimum était liée aux revers subis par le prolétariat dans la lutte directe et frontale contre l'État bourgeois, dictée par le reflux de la lutte de classe, produite par le renouveau de la lutte revendicative limitée, provoquée par l'offensive capitaliste réalisée sur la base matérielle d'une reprise générale difficile mais certaine - bien que théoriquement niée par l'Internationale Communiste - de l'accumulation capitaliste. C'était donc le rétablissement d'un réformisme dissimulé, où l'intermédisme triomphait, qui ne se distinguait du réformisme social-démocrate que par les méthodes révolutionnaires qu'il prétendait promouvoir. L'on espérait cependant, surestimant en cela les potentialités révolutionnaires de la situation dite de "stabilisation relative du capital" comme celles d'une telle solution tactique qui n'en était pas une, une nouvelle vague révolutionnaire avec l'approfondissement escompté, inévitable, quasi fatal, de la crise.

17/ Le "Programme de l'Internationale syndicale Rouge" abritait au fond la perspective jaune d'une défense, dans ses limites restaurées réformistes, de la fonction syndicale. Ce qui n'est pas contradictoire avec le fait qu'il faisait du coude au syndicalisme révolutionnaire car celui-ci en dépit des apparences, des discours, et des rodomontades, est d'essence révisionniste et de réalité réformiste. C'est particulièrement clair si l'on considère l'un des mots d'ordre le plus mâché et remâché par la canaille contre-révolutionnaire, mais pourtant donné en pâture au prolétariat par l'Internationale Communiste : le "contrôle ouvrier". Ce mot d'ordre - équivoque par excellence - était un des piliers de l'édifice programmatique branlant de l'Internationale Syndicale Rouge. L'Internationale Communiste en faisait toujours la promotion, demeurant sourde aux objections de principe de la Gauche Communiste d'Italie qui fut la seule à se dresser, là encore, dès 1919, contre une telle propagande contrevenant à la perspective qui s'imposait, et devait être préparée partout, de la Dictature mondiale du Prolétariat : l'obtention par les organisations d'entreprise, syndicats et conseils d'usines, d'un droit de contrôle plus ou moins large sur la production lorsque commence à apparaître la possibilité de limiter l'arbitraire capitaliste, non seulement n'est pas incompatible avec le système capitaliste, mais il est un dernier recours pour sa conservation, le transfert de la gestion des entreprises aux conseils d'usine et la "révolution dans l'entreprise" n'est pas le Communisme. Le contrôle ouvrier sur la production est impossible sans le renversement de l'État bourgeois, sa condition c'est la Dictature du Prolétariat dans les circonstances de la double révolution. Ce mot d'ordre qu'accommode le syndicalisme Sorélien, et le conseillisme, dans la version du Parti Communiste Ouvrier Allemand (K.A.P.D) comme dans celle de l'Ordine Nuovo, sera donc relayé dans une certaine mesure par l'Internationale Communiste qui ainsi se montre extrêmement faible à l'endroit de la nécessaire délimitation programmatique d'avec ces courants gauchistes petits-bourgeois. L'on ne pouvait pas en finir avec la confusion syndicaliste révolutionnaire comme avec la confusion conseilliste, toutes deux unies par l'anti-marxisme de leur anti-substitutionnisme de principe, sans en finir avec le contrôle ouvrier. C'est dans ce type d'allégeance doctrinale que nous voyons parfaitement se refléter cette interruption du travail spontané d'élaboration théorique

et de délimitation doctrinale qui intervint parce que l'on avait "l'espoir de rassembler matériellement et fondre seulement ensuite de façon homogène les différents groupes à la chaleur de la révolution Russe", interruption fatale qui permettra la manifestation de la survivance du réformisme dans l'Internationale Communiste, et l'expression de la vitalité de l'intermédisme révisionniste. Avec la revendication du contrôle ouvrier l'Internationale Communiste s'est abaissée sur le terrain de la concurrence avec la Social-Démocratie, pour ce but qui n'était pas le sien, la démocratie dans l'entreprise. Ce n'était pas sur ce terrain, même en opposant des méthodes révolutionnaires aux méthodes réformistes pour un même contenu, que le Communisme pouvait se distinguer et vaincre. La rupture totale avec la démocratie en général, et avec la démocratie sociale en particulier, n'a pas été accomplie. Il était donc rationnel que de telles expressions d'une régression doctrinale, dont les causes remontent à la faiblesse de l'opposition de gauche à la faillite social-démocrate, constituent le fond commun, le terrain d'entente sur lequel pouvait être réalisée "l'unité syndicale" (et par son truchement "le Front-Unique"), tout aussi théoriquement condamnable, que l'histoire réalisera, contre toutes les attentes révolutionnaires, c'est-à-dire sans qu'à aucun moment l'on puisse dissocier les masses ouvrières de l'influence de leurs chefs corrompus, alors qu'au contraire en obtenait l'effet inverse, au grand bénéfice du réformisme et au profit de la contre-révolution démocratique. En dehors de ces formes déjà évoquées, en vigueur et transitoires, de la Dictature du Proletariat russe, le contrôle ouvrier, autonomisé des conditions spécifiques de toute révolution double, ne devait avoir d'avenir qu'en liaison avec la réalisation des tristement célèbres "Gouvernement Ouvrier", dont il est plus que le corollaire obligatoire, parce qu'il anticipe le contenu de son programme de transition, évolutionniste, gradualiste, progressiste, maximaliste, partout et toujours contre-révolutionnaire.

18/ Par la suite, toujours à la recherche d'une influence grandissante sur les masses ouvrières qui plusieurs fois défaites s'étaient détournées de la révolution, l'on proposera de renoncer à l'Internationale Syndicale Rouge, pour réaliser une odieuse unité organique à l'échelle internationale avec le Bureau d'Amsterdam. Cette orientation ne sera pas sans provoquer une levée de bouclier, car l'on avait cru tenir là - avec cette formulation caduque du principe communiste de préparation, d'organisation et de direction théorique et pratique de la lutte révolutionnaire au sein des masses - la forme qui permettait de maintenir l'action syndicale sous la dépendance de l'Internationale Communiste, conformément à la division initiale du travail. Ce sera néanmoins l'aboutissement catastrophique mais finalement rationnel de la lutte pour "l'unité syndicale" et pour le "Front-Unique des organisations économiques".

19/ Le Front-Unique (1921), toutes acceptions confondues, fut la dernière traduction, dans le domaine de la tactique, d'une mauvaise formulation du rapport de principe du parti à la classe fondée sur la rupture de la prévision révolutionnaire. Résultante des changements et des combinaisons de tactiques diverses et contradictoires au gré des bouleversements présumés de situation, le "Front-Unique syndical", réalité et mystification contre-révolutionnaires, a donc représenté l'expression condensée d'une possible sommation des contradictions et erreurs tactiques multiples. L'aspiration des masses à l'unité syndicale, sur laquelle on croyait pouvoir le fonder, avait grandi en même temps que dépérissaient et s'épuisaient ses aspirations révolutionnaires. Aveuglée, dès le troisième Congrès, par cette perspective illusoire du "Parti de masse", véritable régression doctrinale que la conception insuffisante du parti comme "fraction de la classe" n'avait pu interdire, l'Internationale Communiste ne sut pas interpréter ce double mouvement et faire face au danger en l'intégrant à la doctrine. Elle en donna une explication unilatérale, en arguant que les masses exprimaient par là la volonté d'en finir avec le réformisme, alors qu'après les batailles

perdues, prostrées et abattues, elles se repliaient sur elles-mêmes - les intérêts limités et contingents de telles ou telles catégories - et s'éloignaient, inexorablement, mais sans que ce soit une fatalité, de la défense de leurs intérêts historiques supérieurs.

20/ L'unité syndicale originellement revendiquée était la prémisse théorique erronée de la tactique du Front-Unique dans l'action syndicale, il était rationnel qu'élevée au rang de dogme, elle devienne le mobile et la justification du passage de la tactique du Front-Unique dans l'action syndicale au Front-Unique des organisations syndicales, Front-Unique des partis politiques déguisé, car si une action commune, à la base, était tactiquement souhaitée, lorsqu'elle devenait possible et réalisable, rien ne s'opposait à ce que les organisations n'expriment finalement la volonté de s'unifier. Dans un tel processus, le prolétariat se perdait en tant que classe sur le terrain du réformisme, car pour apparaître possible et réalisable, l'unité dans l'action syndicale devait être proposée sur la base d'un programme revendicatif minimum et au fond respectueux de la démocratie sociale, au moment même où s'effaçait historiquement l'alternative qui avait surgie des conditions historiques - désormais dépassées - de la crise catastrophique du capital, lutte contre toutes les formes de la démocratie sociale et victoire du Programme révolutionnaire ou lutte pour toutes les formes de la démocratie sociale et triomphe de la contre-révolution démocratique.

21/ Parce que primitivement la tactique syndicale était à facettes multiples, l'Internationale Communiste, éclectique, montrant par là plusieurs visages, les forces communistes au lieu d'être rassemblées et unifiées, mais aussi portées à l'avant de celles qui tendaient à la révolution, se trouvèrent dispersées sur le terrain des luttes immédiates, demeurant prisonnières d'organisations économiques aux méthodes contradictoires, aux orientations opposées et concurrentielles, et aux programmes revendicatifs antagoniques à la perspective de la Dictature mondiale du Proletariat. L'influence des partis communistes n'avait pas grandi pour autant, ils s'étaient même nécessairement programmatiquement affaiblis à vouloir théoriser et réaliser une telle multiplication. D'où, un peu plus tard, mais en séjournant dans la contradiction sans pouvoir s'en dégager, la volonté de pallier à ce manque d'unité en créant un front de lutte unique de ces organisations, syncrétisme qui apparaît d'abord - l'organisation est tout, le but rien - comme la solution organisationnelle qui permettra de garder à tout prix le contact avec les masses, avant d'être ensuite un contenu établi à partir de la restauration d'un programme minimum, sur la base d'une plate-forme revendicative limitée, qui avait été dépassée, avec l'abolition de la distinction social-démocrate programme maximum / programme minimum, au moment de la plus grande effervescence révolutionnaire. La perspective révolutionnaire et toute la "cohérence" tactique étaient encore fondées sur cette attente de la trahison des revendications immédiates censée démasquer les chefs sociaux-démocrates et provoquer la radicalisation des masses prolétariennes. Une telle trahison paraissait inévitable dans le cadre - présumé à tort - d'une décadence du capital. Or, la réalité se riait d'une telle présupposition anti-marxiste. Le rétablissement d'un tel programme était au contraire dialectiquement dépendant de l'épuisement des énergies révolutionnaires, des ruptures successives dans le cours de la lutte de classe, et du reflux de la vague d'offensive contre le pouvoir capitaliste sur la base matérielle du rétablissement mondial du capital. Lequel fournissait les moyens bourgeois d'une satisfaction des revendications élémentaires, satisfaction certes limitée car toujours conforme aux impérieuses exigences de la reprise des procès de valorisation, mais de nature à conjurer le péril révolutionnaire. Il fallut donc déchanter... l'Internationale et boire jusqu'à la lie au calice de la révision.

22/ En dernière analyse donc, le Front-Unique s'appuyait sur une "erreur de calcul des probabilités de la révolution mondiale" qui reposait sur un défaut d'appréciation du cours capitaliste où se reflétait - avec la révision de la théorie marxiste des crises - la rupture de la prévision révolutionnaire. Il est définitivement établi que cette tactique manoeuvrière aux mille tortuosités dialectiques participait dans une large mesure, quelques soient ses acceptions, de cette orientation politique qui devait avoir pour conséquence non l'entraînement moral et matériel du prolétariat à la lutte contre l'État bourgeois, mais son égarement final dans les dédales de la démocratie sociale. C'est, en effet, en grande partie dans cet alignement aux côtés des organisations social-démocrates et dans le respect des décisions prises par elles et appliquées aux moyens des organes syndicaux sous leur direction, que l'Internationale Communiste montrait qu'elle perdait, avec son autonomie programmatique, sa capacité de direction de la lutte de classe vers le but final. La perte d'une telle capacité n'était autre que la conséquence fatale de l'abandon de la prévision du Communisme.

II

1/ Quelle place occupait la Gauche Communiste d'Italie - expression la plus pure du Parti Historique Marxiste - dans ce procès historique, théorique, et pratique où se sont exprimés l'impréparation et l'irrésolution, les fausses formulations et les errements, et enfin la faillite de l'Internationale Communiste ? Dès le départ, le bilan que la Gauche Communiste d'Italie tirait du mouvement syndical ne souffre pas l'ombre d'une critique. Les syndicats traditionnels étaient clairement considérés défigurés par le révisionnisme et le réformisme, et leur fonction contre-révolutionnaire était explicitement stigmatisée, alors que les syndicats auto-proclamés "révolutionnaires" étaient niés dans cette prétention bouffonne qu'ils affichaient sur la base de leurs projets anti-communistes. Armée de la conception organique du Parti de Classe, la Gauche Communiste d'Italie fut effectivement, là aussi encore, la seule à individualiser avec rigueur - et ce dès la première heure - les limites de la fonction syndicale. Forte de la revitalisation de la conception marxiste originelle du rapport de la lutte économique à la lutte politique, elle porta le fer de la critique au coeur des illusions néo-sindicalistes du conseillisme à l'Italienne (Ordine Nuovo), des prétentions anarcho-sindicalistes du conseillisme à l'Allemande (Parti Communiste Ouvrier Allemand), des conceptions du syndicalisme à la Française (Comités Syndicalistes Révolutionnaires), à l'Anglaise (Shop-stewards Committees), et à l'Américaine (Industrial Workers of the World). Il en résultait cette condamnation sans faille du contenu de leurs déviations caractéristiques respectives, "contrôle ouvrier de la production", "révolution dans l'entreprise", "neutralité et autonomie du syndicat par rapport au parti politique", et une restauration du Programme Communiste dont la quintessence s'exprime dans la défense intransigeante de l'indispensabilité du Parti de Classe, seule forme capable de contenir les termes du dépassement des intérêts particuliers et contingents de telle ou telle fraction de la classe ouvrière pour la satisfaction des intérêts généraux et historiques du prolétariat. Cette condamnation était si rigoureuse et systématique qu'elle aurait pu significativement se formaliser dans la déclaration fondamentale d'un anti-sindicalisme marxiste de principe parfaitement conforme au Programme Communiste, c'est-à-dire à la description achevée du but. Ce ne fut pourtant pas le cas !

2/ La Gauche Communiste d'Italie souhaitait, pour aller encore plus loin dans le même sens, que l'on individualisa résolument les limites de la fonction syndicale dans son rapport à la conquête du pouvoir et à l'exercice de la Dictature du Proletariat. Le fit-elle suffisamment clairement lorsque, soucieuse d'exalter la fonction primaire du Parti de Classe, elle déclarait en substance dans ces contributions de 1920 où elle donnait le meilleur d'elle-même et qui dépassaient de loin en clarté et précision programmatiques les contributions convergentes de la Gauche Communiste de Russie à l'élaboration du programme du Parti Communiste Mondial en devenir : "les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées par les communistes, ni comme des organes suffisants à la lutte pour la révolution prolétarienne, ni comme les organes fondamentaux de l'économie communiste" ? Il faut déplorer ici une imprécision qui a trait à la description des conditions différenciées de la révolution purement prolétarienne, et où se reflète banalement l'influence du modèle Russe. Les organes dits "économiques" de la Dictature du Proletariat ne sont des syndicats que dans les conditions de la révolution double. Dans les conditions de la révolution purement prolétarienne, et donc de la destruction systématique de la loi de la valeur et du salariat, leur base matérielle rationnelle et déclarée est systématiquement éradiquée par l'activité révolutionnaire qui généralise et approfondit en cela les effets de la crise catastrophique du système capitaliste. Si les syndicats sont donc, à juste titre, compris comme des organes non fondamentaux, secondaires, et toujours subordonnés au parti communiste dans les conditions de la révolution double, où ils doivent, paradoxe apparent mais vérité de classe, comme la Gauche Communiste de Russie (par la seule voie de Lénine) le réaffirmera magnifiquement, défendre leur État et se défendre contre leur État, ils doivent être combattus dans leur autonomisation, ainsi que déclarés dangereux, dépassés et inutiles dans les conditions de la révolution pure. En effet, la mise en oeuvre des mesures organiques dites "économiques" de la Dictature du Proletariat, en dehors et contre toute combinaison programmatique, en dehors et contre toute démocratie de fonctionnement (démocratie prolétarienne) reviennent à des organes étatiques, qui exécutent directement, organiquement, les directives du Parti Communiste Mondial. Ces organes ne sont précisément pas des syndicats dans la rigoureuse définition d'organes chargés de faire respecter la loi du salaire, la vente de la force de travail à sa valeur, la valeur étant l'objet d'un procès de destruction systématique, planifié et organisé.

3/ Hormis sur ce dernier point particulier, où cette imprécision perdure, le rétablissement des principes et le bilan des divers syndicalismes réalisés par la Gauche Communiste d'Italie apparaissent achevés et de nature à distinguer son oeuvre de restauration du Parti de Classe de toute autre construction. Les prémisses de la résolution historique de la question syndicale étaient par là réunies. Comment se fait-il, dès lors, que la Gauche Communiste d'Italie n'accéda pas, elle non plus, à la définition et à la délimitation de ces conclusions abstentionnistes syndicales communistes qui déjà s'imposaient historiquement dans les aires de révolution pure et dans les conditions de la crise catastrophique du système capitaliste ? Comment se fait-il, en d'autres termes, qu'il faille déplorer, dans ce domaine, une défaillance de l'expression par excellence du Parti Historique Marxiste ? La médiation fondamentale d'une restauration complète de la conception marxiste de la crise catastrophique manqua cruellement à la Gauche Communiste d'Italie. Aussi, l'individualisation de ses conséquences matérielles et historiques sur la fonction syndicale fit défaut, quand il s'est agi de tracer - en dehors de tout syndicalisme - les orientations de lutte syndicale et les perspectives communistes vis-à-vis du mouvement syndical. Le point crucial a échappé à la Gauche Communiste d'Italie : dans les conditions de la révolution purement prolétarienne, le rapport entre lutte pour les intérêts particuliers et contingents et lutte pour les intérêts généraux et historiques ne pouvait se résoudre dans la subordination des associations subversives

au Parti de Classe, mais devait se conclure par la résorption des forces vives qui les composaient dans le contenu du seul parti communiste, la crise catastrophique liant indissolublement la satisfaction des premiers à l'organique mise en oeuvre des mesures de la Dictature du Proletariat. Le principe communiste de préparation et de direction théorique et pratique de la lutte révolutionnaire au sein des masses dans l'aire géo-historique occidentale ne pouvait plus trouver son expression dans le mot d'ordre de conquête du syndicat et des associations subversives spontanées, pour leur direction communiste.

4/ La Gauche Communiste d'Italie ne parvint pas elle non plus à l'affirmation nécessaire de cet anti-syndicalisme marxiste de principe et à sa mise en oeuvre révolutionnaire selon des normes tactiques claires et impératives. Dès lors, la Gauche Communiste d'Italie ne pouvait se distancer suffisamment des fausses solutions en vigueur dans l'Internationale Communiste et devait y donner un appui théorique et pratique qui escamotait son apport original. Là, la Gauche Communiste d'Italie doit être ouvertement et vertement critiquée, car toute allégeance à la Gauche Communiste d'Italie sert le Bordigisme, c'est-à-dire la fixation dogmatique de ses erreurs historiques. Il est désormais établi que la Gauche Communiste d'Italie n'a pas trouvé la force théorique de riposter - à la hauteur des préjudices doctrinaux qu'elles entraînaient - aux atteintes diverses à la vision catastrophiste marxiste et à la théorie de la crise catastrophique, qui sous-tendaient pourtant généralement les formulations suivantes : conquête des directions syndicales, entrisme dans les syndicats réactionnaires, négation des scissions syndicales, unité syndicale, Front-Unique. Elle tentait de les transformer sans parvenir à s'en distancer et en les acceptant au final, alors que son apport caractéristique - duquel procède exclusivement l'intelligence marxiste de sa propre défaillance - contenait en substance les éléments fondamentaux de leur critique systématique. Ainsi, et en particulier, ne pouvant déclarer que le phénomène d'intégration des syndicats au capital était irréversible, le syndicat, même corrompu et réactionnaire, continuait de lui apparaître comme une organisation strictement "de classe" à cause de sa composition ouvrière, à laquelle on ne pouvait appliquer à l'instar du parlement, l'abstentionnisme. La tactique abstentionniste syndicale et la sortie volontaire des syndicats était condamnée comme une désertion, une trahison. Leur pénétration et la conquête de leur direction par le parti communiste étaient alors défendues. Ainsi, la perspective du retour des syndicats à leur dite fonction véritable était inopportunément privilégiée au moment même où, comme dimension de la crise catastrophique, l'effondrement de la fonction syndicale ouvrait la voie d'une offensive générale et directe contre le salariat lui-même, entraînant un défaitisme et une désertion révolutionnaire, au moment même donc où des fractions certes encore restreintes mais significatives du prolétariat quittaient le terrain des escarmouches démocratiques entre le travail et le capital, l'entreprise, pour se porter sur le terrain de l'affrontement direct à l'État, la rue. La vision, ou plutôt l'aveuglement, de l'Exécutif de l'Internationale Communiste était sur ce plan là partagée. Ses directives contradictoires étaient d'abord suivies et l'irrésolution et les errements qui en émanaient étaient insuffisamment critiqués, même si au départ cette adhésion s'accompagnait de la tentative infructueuse de lui faire adopter la liquidation sans allégeances et sans ambiguïtés, des déviations syndicalistes. Certes, la Gauche Communiste d'Italie fit valoir invariablement sa critique de toutes les variantes de syndicalismes, réformistes et révolutionnaires, des purs et des moins purs, notamment en luttant pour que l'Internationale Communiste soit exclusivement composée de partis politiques, mais elle crut tenir la solution d'organisation de la lutte syndicale de classe - c'est-à-dire d'une lutte favorable à l'unification de la classe - avec la centralisation des organisations économiques dans une "Internationale syndicale". N'étant pas parvenue à s'émanciper des perspectives de conquête des directions syndicales parce que n'ayant pas mis

suffisamment en lumière le juste rapport dialectique, faillite de tout mouvement syndical / crise catastrophique du capital, c'est dans la formation d'une internationale syndicale révolutionnaire qu'elle vit le moyen de scinder sur le terrain des luttes élémentaires pour l'amélioration des conditions de travail, les forces prolétariennes réformistes des forces révolutionnaires, ceci afin d'attirer ces dernières dans l'orbite du Parti de Classe. C'est dans une telle Internationale, subordonnée à et organiquement solidaire de l'Internationale politique, qu'elle vit la juste solution d'organisation de la lutte syndicale de... classe. Or, dans les conditions de la crise catastrophique et de révolution purement prolétarienne, la "lutte syndicale de classe" apparaît comme un contre-sens. Dans une telle situation singulière, prévue, tout programme revendicatif est illusoire et réactionnaire et est un vecteur de la démocratie sociale. Le programme de l'Internationale Syndicale Rouge, ne pouvait pas ne pas présenter ces caractères. Contre toute attente de la Gauche Communiste d'Italie, mais conformément aux espérances des syndicalistes, il fut le contenu d'une fausse médiation dans laquelle s'efface le but, l'expression par excellence d'une rupture insuffisante avec la démocratie sociale, la manifestation même d'une dissociation spécieuse des intérêts immédiats de telle ou telle fraction de la classe ouvrière d'avec les intérêts historiques et supérieurs de classe, la forme même de la division de la classe donc.

5/ Si donc, sur ce plan si important pour la genèse et le développement des conditions de la victoire révolutionnaire, la Gauche Communiste d'Italie ne sut se différencier radicalement, comme elle sut si bien le faire par ailleurs, de l'Internationale Communiste, c'est que les solutions de la question syndicale, où se matérialise le rapport du parti à la classe, non seulement ne purent pas être systématiquement déduites de l'intelligence achevée de la crise catastrophique et de ses formes, mais encore se fondèrent sur l'expression même d'une sous-estimation des capacités de conservation du capital. Il est donc primordial de saisir que les fausses formulations de la question syndicale renvoyaient toujours à ces insuffisances qui s'exprimaient sur le plan de la description du but, et à ces erreurs qui se manifestaient avant tout sur le plan de la prévision et de l'appréciation de la situation historique, avant de se manifester sur le plan de la tactique et de l'organisation.

6/ La Gauche Communiste d'Italie doit être ensuite tout aussi clairement stigmatisée pour s'être littéralement abîmée en donnant une caution imprudente au Front-Unique, pour avoir défendu inconsidérément le discours de Zinoviev prononcé à l'Exécutif de Décembre 1921 et qui marque un tournant véritable, pour avoir été rassurante et, dans une certaine mesure, convainquante, quant à son utilité révolutionnaire lorsqu'il voulait dire "action commune de toutes les catégories, de tous les groupes locaux et régionaux de travailleurs, de tous les organismes syndicaux nationaux du prolétariat". Cela revient à masquer sa participation au processus d'involution de l'Internationale Communiste que de se retrancher derrière sa condamnation impeccable et sans appel du Front-Unique au sommet, du Front-Unique politique, et du Front-Unique transféré à l'État, le Gouvernement Ouvrier. Le Front-Unique syndical était un tremplin pour le Front-Unique des partis politiques, une médiation pour le réaliser, une façon de le réintroduire, un corollaire obligatoire, en ce sens, il demeurait une interprétation particulière d'une tactique qui ne pouvait être qu'opportuniste, quels que soient les formes, les méthodes, les niveaux de son application, et qui pour cette raison devait être rejeté en bloc. Sur le terrain de la lutte pour l'amélioration graduelle de la condition prolétarienne et la défense des conquêtes matérielles immédiates, et a fortiori sur le terrain des revendications politiques, la perspective d'une influence grandissante sur les masses au moyen du Front-Unique - dans ces conditions (fin 1921) qui n'étaient déjà plus vraiment à l'unification, mais, plutôt, à la résistance à la dispersion révolutionnaires - soumettait les déclarations, les

actions et les résultats, à la compromission du caractère du parti, au changement de la nature du parti. Ce mouvement fut très tôt pressenti par la Gauche Communiste d'Italie - ce qui ressort clairement de ses plus hautes affirmations doctrinales toutes antérieures à Décembre 1921 - sans que celle-ci puisse en déduire, le moment venu, le rejet pur et simple, franc et massif, du Front-Unique.

7/ Il est maintenant nécessaire de revenir aux termes dans lesquels la Gauche Communiste d'Italie décrivait la situation à l'articulation historique de l'année 1922. Il apparaît que pour elle, la "prospérité de l'immédiat après-guerre" n'avait été "qu'apparente", alors que la "crise" était apparue dans toute sa "gravité" en 1921. Malgré l'extension de la misère et du mécontentement, la capacité de lutte du prolétariat s'était montrée insuffisante, rendant difficile la préparation révolutionnaire face à une intensification de l'action unitaire contre-révolutionnaire dans une situation de "décadence économique du capital". C'était alors l'offensive capitaliste, qui, dans les conditions de l'approfondissement de la crise, était censée "offrir" des possibilités tactiques particulières pour accroître l'influence des partis communistes sur les masses. Ces possibilités tactiques particulières devaient être contenues selon elle dans le Front-Unique qui était donc théoriquement fondé à l'issue des Thèses sur la tactique (1922) sur le stade atteint par la crise et sur la perspective d'une "décadence". Il est donc clair que l'erreur d'une adhésion réservée et conditionnelle au Front-Unique s'élevait à partir de cette négation de la perspective générale de l'expansion capitaliste, qui n'était reconnue que pour certains secteurs. Dans cette conception évolutive, la crise du capitalisme restait ouverte et son aggravation définitive était inéluctable, alors que l'on assistait à cette "stabilisation économique partielle" du capitalisme qui était entendue comme une accalmie dans les perturbations subies par certaines parties de la structure économique, un tel état de chose n'excluant pas à brève échéance de nouvelles perturbations. Défaillance de la prévision. Cette sous-estimation des possibilités de rétablissement du capital était en retour conditionnée par l'illusion de l'efficacité du Front-Unique à la base pour aggraver la situation d'acheminement du capitalisme vers la ruine. Défaillance des orientations.

8/ La réalisation du Front-Unique, "au sommet" comme "à la base", fut un moment déterminant de la restauration de la démocratie sociale précédemment trop partiellement détruite par l'activité révolutionnaire du prolétariat et dont avait été sous-estimée la vitalité réactionnaire comme avait été sous-estimée son principal agent, la Social-Démocratie. L'affirmer, c'est souligner son incidence contre-révolutionnaire. Il n'y avait pas "d'acception révolutionnaire" du Front Unique à défendre contre les multiples acceptions révisionnistes. C'est pourtant ce que fit la Gauche Communiste d'Italie de la première à la dernière heure, en même temps qu'elle faisait dériver la défense d'une telle tactique de la croyance en un renversement différé mais somme toute relativement proche de la tendance prolétarienne à l'assoupissement, ceci conformément à l'illusion qu'elle colportait aussi d'un irréversible acheminement du capital vers la ruine. Or, le repli du prolétariat sur ses défaites successives mais non fatales puisque liées à l'immaturité générale, et entretenue, des forces révolutionnaires - 1919, 1920, 1921 - allait s'accroître et se matérialiser : la défaite de la fin 1922. Si l'on ne pouvait pas être - à cause de l'on ne sait quel principe esthétique - pour de petits partis et contre la conquête des larges masses, celle-ci devait être - dans un juste rapport dialectique à l'analyse du reflux de la lutte de classe - non seulement déclarée difficile, mais encore impossible, alors qu'il était même dangereux et volontariste de tenter de forcer la situation au moyen de tels expédients et de telles manoeuvres de nature à invertir le caractère du parti. Le Front-Unique, même limité, même épuré, était un contre-sens révolutionnaire qui devait réagir négativement sur la nature des partis communistes. Il ne pouvait avoir échappé à ce prétendu sens initialement

révolutionnaire, que lui avait prêté la Gauche Communiste d'Italie, parce qu'il était le produit de telles déterminations historiques, théoriques, politiques et pratiques, qu'il devait participer, non fatalement mais nécessairement, du rétablissement de ce qui était nommé à tort en le déclarant impossible, "l'équilibre" de la démocratie sociale. Les progrès de celle-ci - le plus grand danger des années 1917-1921 étant passé - étaient allés de pair avec le déclin de la lutte de classe, facteur historique déterminant de l'érosion des conditions de la lutte de classe, du dépassement de la crise catastrophique et de la reconstruction capitaliste.

9/ Soulignons en passant que l'expression résiduelle de la Gauche Communiste d'Italie, son truchement dramatique, le Bordigisme, fixera et fera vivre longtemps cette position erronée de 1921-1922 qu'il avait été dramatique de faire sienne, alors que la maintenir durablement était criminel. Les Thèses de Lyon (caractéristiques du Bordigisme) n'excluaient toujours pas en 1926 l'utilité d'une tactique de Front-Unique sur une base mondiale, même avec les syndicats adhérant à Amsterdam.

10/ Pour retrouver la Gauche Communiste d'Italie, il nous faut à ce stade enjamber la période Novembre 1922-1943, car il est vain de l'y chercher, et reconsidérer l'apport de la Gauche Communiste d'Italie en procès de son rétablissement en tant qu'expression du Parti Historique Marxiste. Ainsi, après cette longue interruption, dans les Thèses de 1945, contribuant à l'intelligence du procès de décomposition de l'Internationale Communiste, la Gauche Communiste d'Italie renouant enfin avec la tradition marxiste des leçons de la contre-révolution, saura expliquer, rétrospectivement, comment l'espoir de pouvoir diriger de plus larges masses afin de débloquer la situation d'isolement de l'État Soviétique et de briser l'encerclement contre-révolutionnaire du premier bastion de la Dictature du Proletariat, avait conduit l'Internationale Communiste, consciente de l'impréparation du prolétariat Européen à la révolution, à accepter l'adhésion de mouvements qui n'étaient pas de véritables partis communistes, et à chercher à garder le contact avec les masses qui étaient encadrées par les organisations qui oscillaient entre la conservation et la révolution. Cet espoir se fondait sur l'éventualité favorable d'un rapide effondrement du monde capitaliste et notamment de l'Europe, avec ses conséquences révolutionnaires sur le redressement immédiat des organisations internationales du mouvement communiste.

11/ C'est alors sur cette base que pour la première fois, dans les Thèses de 1945, la Gauche Communiste d'Italie se montre enfin à la hauteur d'une condamnation du Front-Unique toutes acceptions et toutes applications confondues : "L'adoption de la tactique du Front-Unique signifiait en réalité que l'Internationale Communiste s'engageait elle aussi sur la voie de l'opportunisme qui avait conduit la II^e Internationale à la défaite et à la liquidation. Sacrifier la victoire finale et totale aux succès contingents et partiels, telle avait été la caractéristique de la tactique opportuniste ; celle du Front-Unique se révélait elle aussi opportuniste, puisqu'elle aussi sacrifiait justement la garantie primordiale et irremplaçable de la victoire totale et finale (la capacité révolutionnaire du Parti de Classe) à l'action contingente qui devait assurer des avantages momentanés et partiels au prolétariat (l'augmentation de l'influence du parti sur les masses, et une participation plus massive du prolétariat à la lutte pour l'amélioration graduelle de ses conditions matérielles et pour le maintien des conquêtes éventuelles déjà obtenues)."

12/ Ainsi le bilan lapidaire du Front-Unique réalisé avec vingt années de recul historique est heureusement enfin sans nuance, c'est-à-dire sans égard pour le Front-Unique purement révolutionnaire telle qu'elle en avait souhaité l'application. C'est un

fait, la Gauche Communiste d'Italie tire là, mieux que partout ailleurs, le bilan désastreux de la "tactique élastique du Front-Unique", mais c'est sans pouvoir cependant revenir sur toutes les présuppositions et sur toutes les conséquences de sa propre tentative d'hier pour y trouver un sens révolutionnaire. La critique demeure de ce fait nécessairement inachevée. Mais cet inachèvement ne provient pas seulement du fait que la liquidation du Front-Unique "à la base" dans cette acception qu'elle voulait opposer au Front-Unique "au sommet" n'y est pas suffisamment explicite, mais parce que toutes les leçons des luttes syndicales qui furent conduites selon les orientations tactiques de l'Internationale Communiste en amont de l'adoption du Front-Unique, ne pouvaient être tirées en raison de la participation de la Gauche Communiste d'Italie à leur élaboration et à leur mise en oeuvre, élaboration et mise en oeuvre dont nous avons souligné à l'envi qu'elles devaient être mises en relation dialectique avec ses insuffisances sur le plan de la théorie de la crise catastrophique et donc de la prévision.

13/ Dans son triptyque du fil du temps, le tableau que peint la Gauche Communiste d'Italie pour faire vivre Hier et ses leçons marxistes, présente, à l'arrière plan de figures lumineuses, d'importantes zones d'ombre. D'abord, elle établit clairement que lorsque la situation internationale était dans l'immédiat après-guerre favorable au prolétariat, les partis communistes n'avaient pas toujours obtenu les succès possibles dans l'offensive prolétarienne contre le capitalisme ; les conditions objectives leur permettaient pourtant d'y prétendre. Il en était selon elle ainsi parce que sur le terrain de l'organisation, la lutte contre la II^e Internationale n'avait pas connu le succès décisif d'une liquidation des partis sociaux-démocrates, organes politiques de la contre-révolution bourgeoise. L'Internationale Communiste, dans sa conception, n'avait donc pas fourni une solution complète à la crise du mouvement prolétarien ; la lutte contre cette partie intégrante du capitalisme mondial constituée par la Social-Démocratie n'ayant pas trouvé de solution correcte, mais ayant été gravement marquée par de multiples erreurs qui avaient empêché les forces révolutionnaires de se sélectionner, les partis communistes de se former et d'avoir l'efficacité nécessaire. Jusque là tout est clair, cette représentation du passé est fidèle à la réalité. Mais ensuite la Gauche Communiste d'Italie déclare qu'une fois la situation favorable passée, une situation "moins favorable" lui succédait à cause de la dite "stabilisation relative du capitalisme". Là, elle n'éclaire pas complètement le mouvement réel, masque la discontinuité historique. Même si elle établit que le prolétariat ne put faire face à la dite situation puisque le mouvement avait sacrifié à d'illusoires conquêtes sa claire orientation politique et l'homogénéité de sa composition et de son organisation, elle ne va pas au bout de ses intuitions magistrales en tirant les conclusions qui doivent être tirées : le capital n'était pas "relativement stabilisé" parce que conformément à son être il ne peut jamais connaître de stabilité ni absolue ni relative, au contraire le capital - surmontant la crise catastrophique - devait retrouver le dynamisme contradictoire de son expansion historique, le prolétariat en lutte étant mis hors l'Histoire.

14/ Ce qui échappe encore à la Gauche Communiste d'Italie et lui échappera toujours, c'est que, précisément, ce Front-Unique qu'elle condamne a posteriori pour ce qu'il fut, trouvait des justifications théoriques dans l'appréciation même de cette "stabilisation relative du capitalisme", selon la formule erronée consacrée que la Gauche Communiste d'Italie avait véhiculée jadis et dont la Gauche Communiste d'Italie d'après guerre ne se départira pas toutes les fois qu'il s'agira de porter un regard sur le passé. Cette "stabilisation relative du capitalisme" n'existait que dans ces théorisations qui s'éloignaient toujours plus sensiblement de la vision catastrophiste marxiste et ne correspondaient pas à des circonstances "plus défavorables", mais à cette perspective qui, dans son rapport aux déviations de l'Internationale Communiste, devait saper les conditions et rendre impossible la permanence même de la lutte de classe :

rétablissement dynamique du capital à travers ses crises cycliques, rétablissement certes difficileux - en raison, tant de la vitalité primitive de la spontanéité révolutionnaire, que du travail d'élaboration théorique de ces normes programmatiques de l'action révolutionnaire, que des premières et immenses victoires d'organisation du prolétariat mondial - mais, finalement, d'autant plus dynamique que l'Internationale Communiste déployait ses erreurs d'interprétations historiques et d'orientations stratégiques et tactiques, concourant, par son involution, à ce résultat.

15/ Ainsi, la situation d'après 1920 - qui devait pourtant aboutir à la victoire de la contre-révolution - sera longtemps déclarée "moins favorable", doux euphémisme, mais gravissime sous-estimation de la profondeur des dégâts occasionnés par le révisionnisme, dont le Front-Unique avait exprimé la consolidation en véhiculant la compromission fatale dans toutes les sphères de l'activité prolétarienne, du sommet à la base, et dont la victoire était définitive, et devait être déclarée telle, dès Novembre 1922, pour ne pas masquer la discontinuité de la faillite. De toute évidence, si certaines raisons des défaites prolétariennes apparaissaient clairement à la Gauche Communiste d'Italie pour les avoir combattues en première ligne dans les orientations opportunistes de l'Internationale Communiste elle-même, la discontinuité révolutionnaire et l'ouverture du cycle de la contre-révolution ne lui apparaissaient pas comme un point historique singulier. Représentation que confortera celle toute aussi mystificatrice d'une relative permanence de la lutte de classe. Ainsi, sur le plan qui nous occupe ici, toutes les leçons pourtant cuisantes des fausses solutions de la question syndicale d'abord, du Front-Unique ensuite, n'étaient pas tirées.

16/ Le passé se survit dans le présent. Là, résident toutes les raisons pour lesquelles la Gauche Communiste d'Italie ne pourra pas résoudre la question syndicale, c'est-à-dire accéder à cette systématisation qui, au terme de l'enchaînement dialectique de ces moments théoriques, fait apparaître dans sa complétude la formulation achevée et renouvelée du principe même et de sa future mise en oeuvre, à partir de la perception des conditions de la formation du futur Parti Communiste Mondial, et sur la base des leçons achevées de l'effondrement de la III^e Internationale et du bilan complet du cycle révolutionnaire d'hier. La Gauche Communiste d'Italie ne pourra jamais accéder à la résolution systématique de la question syndicale et ne pourra jamais séjourner dans les moments de sa totalité. Elle ne pourra établir difficilement que certaines dimensions dissociées d'une telle totalité. Notamment, ayant su périodiser le phénomène d'intégration des syndicats à l'État - le fait qu'ils soient devenus des facteurs de l'accumulation capitaliste et des organes de la démocratie sociale - elle ne pourra pas établir durablement la thèse de l'irréversibilité du phénomène. De ce fait, de fausses solutions de la question syndicale héritées du passé seront, sans égard pour ses propres et fondamentales avancées contemporaines, inconsidérément reconduites. À l'issue des Thèses, il demeurait en effet encore prescri aux communistes qu'ils pénètrent dans les organisations syndicales jaunes pour poser les bases de leur conquête et en prendre la direction... le moment venu. L'on avait donc une reproduction déformée et anachronique, matinée d'une perception de l'impuissance révolutionnaire actuelle, de la tactique caduque de l'Internationale Communiste et potentiellement la perspective de nouveaux désastres. Mais là encore on notera qu'une telle reconduction était nécessairement sans rapport avec l'effectivité d'un effort de rétablissement de la conception classique de la crise catastrophique, c'est dire qu'elle était invariablement autonomisée de la prévision et du Programme, et qu'elle ne s'imposait à la Gauche Communiste d'Italie que dans la mesure où celle-ci avait fait l'erreur de donner en 1943 et de redonner en 1951 à son oeuvre de restauration doctrinale et programmatique du Communisme une forme qui en substance la niait en tant qu'expression renouvelée du Parti Historique Marxiste, en même temps qu'elle

escamotait le futur Parti Communiste Mondial : l'impossible Parti Communiste Internationaliste puis International.

17/ À l'issue de cette contribution, la critique marxiste individualise donc trois déterminations théoriques et pratiques convergentes qui ont concouru à ce qui constitue un échec théorique en deux temps de la Gauche Communiste d'Italie.

Premièrement, et comme conséquence d'une restauration tardive et incomplète de la théorie de la crise catastrophique qui ne permit pas l'élaboration et la lutte pour la mise en oeuvre d'une formulation programmatique de la question syndicale conforme aux principes communistes et adaptée à la situation historique, l'erreur initiale, la défense des fausses formulations de principe avec lesquelles l'Internationale Communiste s'était ouverte à l'influence intermédiate, moment de la participation de la Gauche Communiste d'Italie d'hier (1921-Novembre 1922) au processus d'involution de l'Internationale Communiste qui devait non seulement entraîner la destruction du parti formel du prolétariat, mais faire transitoirement disparaître toute expression du Parti Historique, et ainsi rompre la continuité de la défense du Programme du Communisme, Novembre 1922-1943.

Deuxièmement, l'étreinte du passé, l'incapacité de la Gauche Communiste d'Italie des années 1943-1966 à achever de tirer toutes les leçons de la contre-révolution et à s'émanciper totalement et durablement de ses erreurs passées en passant au crible de la critique les fausses formulations de principe d'hier. Une telle incapacité devait laisser le champ libre à l'intermédisme Bordigiste, c'est-à-dire à de fausses représentations de l'oeuvre impérissable de la Gauche Communiste d'Italie historiquement nées de sa première défaite historique.

Troisièmement, le poids du présent, la caution théorique et pratique de la Gauche Communiste d'Italie à l'ambiguïté mortelle de l'inadaptation de structure à sa fonction singulière, le parti formel, ambiguïté qui minait son effort pour réintégrer toutes les dimensions de l'oeuvre originale du moment du Parti Historique correspondant au cycle de la contre-révolution, ambiguïté qui dressait des obstacles à l'achèvement de la systématisation des leçons de la contre-révolution, ambiguïté qui voilait la prévision des modalités de la reconstitution du prolétariat en classe, ambiguïté qui interdisait l'anticipation sur l'actualisation future des formes du lien de la classe au parti en procès de sa reformation historique dans les conditions de la crise catastrophique du capital, ambiguïté qui ramenait, dans les discours immédiatistes et à la surface d'une activité volontariste de parti, les solutions syndicales d'hier.

18/ Ce qui précisément dans ce domaine manqua à la Gauche Communiste d'Italie fait aujourd'hui l'originalité et la force du Groupe Communiste Mondial né de cet échec double (dans deux moments historiques distincts), de son intelligence marxiste et de son dépassement, pour que vivent, avec l'expression supérieure du moment du Parti Historique Marxiste, une description achevée des origines et des conséquences du cycle de la contre-révolution et une représentation communiste anticipée du futur cycle révolutionnaire en préparation : 1/ le bilan achevé des tactiques syndicales de la III^e Internationale et de leurs échecs parmi les leçons essentielles de la défaite historique du début des années 1920, 2/ l'appréciation de la trajectoire des syndicats : de leur historique et actuelle collusion avec l'État bourgeois, de leur transformation en facteur d'accumulation du capital, de leur participation à l'intégration du prolétariat au capital en tant qu'organes de la démocratie sociale, à leur future explosion et désintégration, en raison directe de l'irréversibilité de leur intégration au capital, à l'articulation dialectique de la crise catastrophique du système capitaliste et du resurgissement du prolétariat révolutionnaire, 3/ la nouvelle formulation de principe, négatrice de tout

programme revendicatif, affirmatrice d'un anti-syndicalisme communiste, anticipatrice du contenu et des formes du rapport de la lutte contingente syndicale à la lutte de classe dans les conditions de la future crise catastrophique du système capitaliste produisant le resurgissement du prolétariat révolutionnaire et la reformation ex-nihilo du Parti Communiste Mondial.

"Mais l'*être collectif* dont le travailleur est *isolé* est un être collectif d'une toute autre réalité, d'une toute autre ampleur que l'*être politique*. L'être collectif dont le sépare son *propre travail*, est la *vie même*, la vie physique et intellectuelle, les moeurs humaines, l'activité humaine, la jouissance humaine, l'être *humain*. L'*être humain* et le véritable *être collectif* des hommes."

Marx, 1844.